

MERCREDI 23 JUILLET 2014

- = **BREAKING NEWS: Les USA ont voté la guerre contre la Russie le 17 juillet, jour du crash du MH17 !** p.1
- = Exxon se prépare à forer dans l'Arctique russe, malgré les sanctions de Washington contre Moscou p.3
- = Aventures en République Démocratique du Congo p.4
- = Un pays peut-il vraiment s'enrichir avec la planche à billets ? p.7
- = « Deux imbéciles qui nous prennent pour des sots... ! » p.9
- = Qui peut sortir les marchés de leur torpeur estivale ? p.15
- = Suspension des vols pour Tel Aviv... p.18
- = La tragédie du vol MH 17 pourrait déclencher la troisième guerre mondiale, tenez-vous prêt pour un autre monde ! p.20
- = Espirito Santo : LES MÉCANISMES DU DÉMANTÈLEMENT SE METTENT EN PLACE p.22
- = Le mois de juin 2014 a été le plus chaud jamais enregistré p.23
- = L'Argentine déterminée à faire défaut une deuxième fois p.25
- = La dette publique, opportunité ou fatalité ? p.27
- = « 15 belles années se profilent pour les pays émergents » (exemple d'étude débile) p.29
- = Le gâchis écologiste p.31
- = Le côté obscur de la reprise économique miraculeuse de l'Islande p.37
- = UN DEAL EST UN DEAL ! p.38
- = Edward Snowden s'élève au-dessus de ses ennemis p.39
- =



VIDÉO du JOUR

Interview de Michel Drac : "un effondrement systémique global avant 2020 ?"



http://www.dailymotion.com/video/x21qut3_michel-drac-interview-post-conference-du-7-juin-2014-a-bordeaux_webcam#from=embediframe (français, 48 minutes)



BREAKING NEWS: Les USA ont voté la guerre contre la Russie le 17 juillet, jour du crash du MH17 !

Caro pour WikiStrike 23 Juillet 2014



Nous y sommes, la guerre a été votée

Le jour du crash du Boeing , voici ce qui avait été voté...

Ils ont voté la Guerre

Le congrès a adopté, le 17 juillet, le jour du crash du boeing 777 de la Malaysia MH17, l' « **Acte de prévention de l'agression russe** », qui garantit à l'Ukraine, la Géorgie et la Moldavie, le statut d'«alliés majeurs non-OTAN des États-Unis», autorisant le président à fournir à ces pays et à d'autres pays de l'Est, directement ou par l'intermédiaire de l'OTAN, le maximum d'aide militaire et économique pour s'opposer à la Russie.

Le crash est la signature de déclaration de guerre envoyée à la Russie.

La guerre mondiale vient de commencer...

<http://www.mondialisation.ca/tragedie-mondiale-du-vol-mh17-ukraine-objectif-centre/5392665>

Les États-Unis se préparent à renverser Poutine

Le Département d'Etat des États-Unis va fournir 30 milliards de dollars afin de financer une ingérence directe dans les affaires intérieures de la Russie, ou, pour être exact, renverser Poutine.

Numéro de document 2277 sur le site officiel du Congrès des États-Unis appelé «Loi sur la prévention de l'agression russe 2014» (la «Loi sur la prévention de l'agression de la part de la Russie 2014»).

Budget: 10 milliards de dollars par an sur la période 2015-2017. But des crédits « le développement de la démocratie en Russie ». (amélioration de la gouvernance démocratique, la transparence, la responsabilité, la primauté du droit et mesures anti-corruption)

En fait cette guerre était déjà décidée

“Le département d’Etat américain n’envisage pas de répondre aux questions de l’Etat-major de l’armée russe relatives au crash du Boeing 777 malaisien dans l’est de l’Ukraine, a annoncé lundi aux journalistes la porte-parole de la diplomatie US Mary Harf.

Selon cette dernière, les déclarations publiques de la partie russe ne méritent aucune confiance, Moscou étant impliqué “dans la propagande et la désinformation”.

<http://fr.ria.ru/world/20140722/201897667.html>

Le 17 juillet dans l'UE

Le parlement Européen a également voté une loi le 17 Juillet qui considère que l'annexion de la Crimée est une violation du Droit International. L'UE est donc complice des USA.

<http://www.les-crises.fr/resolution-pe-ukraine/>

Appel urgent aux statisticiens du monde entier

Quelle est la probabilité pour qu'un avion s'écrase le jour où le Congrès Américain décide d'autoriser l'implantation de soldats dans les pays limitrophes du pays qu'on rend responsable de ce crash et le jour où le Parlement européen adopte une résolution lui donnant le droit de faire une intervention armée pour réparer une annexion déclarée comme étant une violation du droit international ?

Exxon se prépare à forer dans l’Arctique russe, malgré les sanctions de Washington contre Moscou

22 juillet 2014, par [Matthieu Auzanneau](#)

500 milliards de dollars d'investissements en jeu.

Le géant pétrolier américain ExxonMobil s'apprête à démarrer une campagne de forage dans les eaux territoriales russes de l'océan Arctique, en dépit des sanctions économiques visant la Russie, décidées par le gouvernement américain et l'Union européenne en réaction à la crise en Ukraine. Des sanctions restreintes, qui ne semblent guère devoir affecter les intérêts mutuels des industriels occidentaux et de Moscou.

Exxon a commencé à déplacer la plate-forme de forage West Alpha de la

Norvège en direction de la mer de Kara, au large des côtes septentrionales russes. La plate-forme est louée jusqu'au premier trimestre 2016, [précise l'agence Reuters](#).

Cette campagne de forages exploratoires est le fruit d'une alliance entre Exxon et la compagnie d'Etat russe Rosneft, [scellée sous le patronage de Vladimir Poutine dans la station balnéaire de Sotchi le 30 août 2011](#).

En cas de découverte de pétrole, cette alliance prévoit un plan d'investissements potentiels pouvant atteindre 500 milliards de dollars, [se félicite la direction d'Exxon](#).

Dos au mur [à cause du déclin de leurs extractions de brut](#), les grandes compagnies pétrolières occidentales (les *majors*) se pressent d'investir en Russie, que ce soit en Arctique [ou dans les hydrocarbures dits "de schiste"](#).

Dos au mur [à cause du déclin de nombre de ses champs de pétrole conventionnel](#), la Russie semble de même n'avoir d'autre choix que de s'ouvrir aux *majors* ([tout compte fait](#)).

Le président américain Barack Obama [a indiqué le 16 juillet](#) que les sanctions américaines *"sont conçues afin d'avoir un impact maximum sur la Russie, en limitant simultanément toute retombée sur des compagnies américaines, ou sur celles qui sont alliées [à ces dernières]"*.

Washington a une nouvelle fois critiqué, mardi 22 juillet, la livraison par la France de deux porte-hélicoptères Mistral à la Russie. Le département d'Etat américain [juge cette vente "totalement inappropriée"](#). Egalement montré du doigt par le premier ministre britannique David Cameron, le gouvernement français a réagi par la voix de Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, lequel a proposé sur TF1 aux *"amis Britanniques"* de *"parler aussi de la finance"*, faisant remarquer *"qu'il y avait pas mal d'oligarques russes à Londres..."* [MàJ 23/7]

Le territoire de l'ex-URSS constitue pour l'Europe le premier fournisseur d'hydrocarbures, lesquels dans leur majorité proviennent de la Fédération de Russie, ou bien transitent par elle.

Au début de la crise ukrainienne, en mars, tandis que Berlin commençait à hausser le ton face au Kremlin, le patron de la firme d'ingénierie allemande Siemens [faisait le voyage à Moscou pour serrer la main de Poutine](#), et l'assurer que la coopération de sa compagnie avec le secteur russe des

énergies fossiles allait continuer.

L'[accès aux hydrocarbures de l'Arctique](#) s'ouvre [grâce](#) à la fonte de la banquise causée par le réchauffement climatique, lui-même induit [par la consommation des énergies fossiles carbonées](#).

Le pétrolier français Total [a renoncé en 2012](#) à prospecter sous les eaux du pôle Nord. Trop risqué, autrement dit trop potentiellement coûteux.

Total s'apprête toutefois à ouvrir, en partenariat avec le Russe Novatek, une nouvelle route maritime polaire afin de transporter plus rapidement vers l'Asie du gaz naturel liquéfié, à bord de tout nouveaux méthaniers brise-glace. Une première, [soulignent Les Echos](#).

[Aventures en République Démocratique du Congo](#)

23 juil 2014 | [Bill Bonner](#) | <http://la-chronique-agera.com/republique-democratique-congo/>

▪ "Les rebelles ont attaqué notre camp. Nous avons dû nous enfuir. Les troupes gouvernementales censées nous protéger se sont enfuies elles aussi. 'Musungu', je les ai entendus crier. Un 'musungu' est une personne blanche. Ils voulaient nous capturer"...

Ces phrases ne viennent pas de l'imagination d'un romancier du début du 20ème siècle. Elles sont extraites d'un e-mail reçu hier de la part de notre plus jeune fils, qui a — ou plutôt avait — un job d'été dans un projet minier en Afrique.

Le monde est un endroit sûr et stable. Il doit l'être. Janet Yellen le dit. Le marché obligataire le dit. Le marché boursier le dit. Qui sommes-nous pour objecter ? De plus, si le monde n'était pas un endroit sûr, pourquoi quiconque irait prêter de l'argent au Sénégal pour un rendement inférieur à 6% ?

Pourtant, les anciens risques sont toujours là... accompagnés de quelques nouveaux.

La nature — et la vie en général — sont accompagnées de risques. Le mauvais temps. Les accidents. Les mauvaises décisions. Le risque politique. Le risque de marché. Le risque de crédit.

A ces risques naturels, les banques centrales ont ajouté des risques artificiels. Au nom de la stabilité, les planificateurs centraux ont ralenti la croissance jusqu'à ce qu'elle cale... et mis le système entier en danger.

Dans son ensemble, le système économique et financier de la planète Terre est généralement assez robuste. Oui, il y a quelques perdants. Des explosions. Des erreurs et des accidents. Mais ils se produisent un à la fois... et le système les absorbe... s'adapte... et avance. En revanche, lorsqu'on contrôle le prix de l'argent pendant trop longtemps... lorsqu'on prête trop d'argent et qu'on fait preuve de trop d'insouciance à ce sujet... la marge d'erreur rétrécit à mesure que la dette augmente.

Le danger n'est plus isolé et particulier. Il devient généralisé... et systémique. Tous les nantissements de la planète finissent par être survalorisés. Or sur ces nantissements — l'inflation des prix des actifs de toute sorte — repose toute la structure du capital. Jusqu'à ce qu'elle s'effondre.

▪ **Pendant ce temps, en Afrique...**

Le poisson a remplacé l'arachide en tête des exportations du Sénégal. Apparemment, cependant, les mers d'Afrique de l'ouest ne sont pas assez riches en poisson pour éviter que le pays ait recours à l'aide internationale. En tant que risque financier, le Sénégal est *subprime*.

Quelle preuve supplémentaire faudrait-il ? Le Sénégal compte sur la bonté des étrangers pour payer ses dépenses courantes. Les prêteurs doivent penser que la générosité desdits étrangers ne faiblira jamais. Et que l'économie mondiale — dont les mêmes étrangers tirent leurs propres revenus — ne vacillera jamais.

Dans la République Démocratique du Congo, toute proche, les risques sont plus physiques que capitalistiques. Edward nous parle d'un projet minier au coeur de la jungle :

"Généralement, les rebelles ne nous causent pas de problèmes. Nous extrayons de l'étain. Ils ne s'en soucient pas vraiment. C'est du moins ce qu'on me dit. Partout où l'on va, on a un garde armé. Mais on ne s'attendait pas à des ennuis".

"De toute façon, nous avons l'hélicoptère. Si les choses tournaient mal, nous étions censés simplement nous envoler".

"Sauf qu'ils ont attaqué le camp hier. Tout le monde a commencé à courir. Je ne pouvais pas atteindre mon passeport ou mes bagages ou quoi que ce soit. J'ai juste pris mon ordinateur portable parce qu'il se trouvait à portée de main".

"Impossible de prendre l'hélicoptère, parce qu'ils tiraient dessus. Nous avons donc couru jusqu'au village. Ils nous connaissent, là-bas. Certains de nos ouvriers viennent de là. Et j'y étais il y a peu de temps, pour une fête".

"J'étais avec [le contremaître de la mine]. Nous pensions être en sécurité dans le village — tout le monde avait été si gentil il n'y a même pas une semaine. Puis les rebelles ont attaqué le village et tout le monde s'est remis à courir".

"Nous nous sommes enfuis dans le *bush* et nous nous y sommes cachés jusqu'à trois heures du matin. Ensuite nous sommes allés jusqu'au prochain village, et de là nous avons pu rejoindre Bukavu".

"Je n'ai plus de travail. Ni de passeport. Ni d'argent".

Edward est en chemin pour Kinshasa, où l'ambassade américaine a promis de lui donner un passeport temporaire. De là il s'envolera pour Paris, où son père a hâte de le retrouver et d'entendre le reste de l'histoire.

[Un pays peut-il vraiment s'enrichir avec la planche à billets ?](#)

23 juil 2014 | [Eberhardt Unger](#) | <http://la-chronique-agera.com/planche-a-billets/>

▪ Bizarrement, les banques centrales elles-mêmes semblent penser que cela est possible, au moins pendant une certaine période. La politique de taux d'intérêt zéro (ZIRP) et l'assouplissement quantitatif sont perçus comme des moyens pouvant aider une économie à retrouver le chemin de la croissance.

Les inconvénients et les dangers d'une telle stratégie sont pourtant bien connus des banques centrales. L'argent alimente en grande partie la spéculation sur toutes sortes d'actifs — en particulier sur les actions, les obligations, l'immobilier, ce qui conduit à la formation de bulles spéculatives. Mario Draghi et Janet Yellen sont d'avis contraire, sans pouvoir prouver, par ailleurs, que leur politique monétaire ultra-expansionniste ne mène pas à des bulles spéculatives. En fait, ils espèrent que la hausse des prix des actifs donnera l'impression d'une prospérité plus élevée, ce qui devrait relancer la consommation.

Début juillet, la Banque des règlements internationaux (BRI) a demandé, dans son rapport annuel, à ne plus retarder la sortie de la politique monétaire ultra-expansive et de relever les taux d'intérêt plus tôt que prévu. Cet avertissement n'a pas particulièrement retenu l'attention des marchés

financiers. La Fed prévoit bien de stopper ses achats d'obligations en novembre... mais elle a aussi promis de réinvestir intérêts et capital amorti dans de nouvelles obligations et cela même après la première hausse des taux directeurs. Cette stratégie soutiendra fortement le marché obligataire américain et devrait retarder les ventes de titres jusqu'en 2016 ou 2017.

La BCE a déjà dit qu'elle continuera sa politique de taux d'intérêt zéro jusqu'à fin 2016. La nouvelle crise due au groupe financier portugais Espírito Santo a réactivé le souhait des marchés financiers que la BCE achète des obligations pour des montants beaucoup plus importants. Toutefois, un programme d'achat d'obligations de grande envergure aurait des effets secondaires très négatifs.

A Tokyo, les marchés financiers suspectent que l'*Abenomics* du Premier ministre Shinzo Abe achètera des actions japonaises en grande quantité. En même temps, la BoJ continue d'acheter chaque mois pour 75 milliards dollars de titres à revenu fixe. Alors a-t-on vraiment créé de la richesse pour le pays ?

▪ **La théorie et la pratique**

La baisse des taux d'intérêt, en réduisant le coût du financement des nouveaux investissements, favorise la production de biens, ce qui diminue le chômage et augmente la consommation des ménages. En théorie, les effets multiplicateurs avec effet de levier stimulent l'économie mais, dans la pratique, plus grande est la baisse des taux d'intérêt plus l'effet stimulant diminue.

Si une entreprise n'investit pas à un niveau de taux de 2%, elle ne le fera pas non plus à 1%, car en fait ce qu'elle craint c'est de ne pas écouler sa production. Une réduction à 0,5% est, pour l'entreprise, une confirmation de l'aggravation de la situation économique. Toutes les alarmes se mettent à sonner quand les taux atteignent 0,15% : c'est le signe que la banque centrale craint vraiment une grave récession économique, ce qui stoppe tout nouvel investissement, ce qui handicape encore plus l'économie. L'utilité marginale de la baisse des taux est depuis longtemps atteinte et toute nouvelle baisse ne sera qu'une mesure contre-productive.

Personne ne prête attention au fait que les épargnants, les fonds de pension ou les assureurs-vie dont les revenus dépendent des intérêts servis sont ainsi forcés de freiner leur consommation. Par ailleurs, l'épargne placée sur les marchés monétaire et obligataire qui, théoriquement, sert à financer machines

et équipements subit, en termes réels, une moins-value du fait que les taux ne compensent même pas l'inflation et les impôts.

Les investisseurs sont ainsi poussés vers des marchés toujours plus risqués, jusqu'aux marchés émergents. L'utilité marginale de la baisse des taux n'est plus qu'un lointain souvenir !

▪ **Quand l'effet inverse se produit**

Toute la courbe des taux est déformée et l'argent ne va plus, de manière optimale, vers l'investissement productif et prometteur, ce qui est susceptible de déclencher de nouvelles crises.

Quand il devient si facile de financer les nouvelles dettes, le trésorier public choisira cette possibilité sans trop se soucier de la charge d'intérêts future, car il est beaucoup plus difficile et impopulaire d'augmenter les impôts ou de réduire les dépenses. La ZRIP (politique de taux zéro) fait fondre la volonté de réformer et les baisses de taux sont devenues contre-productives.

Le développement économique dans le monde est encore très fragile mais les inquiétudes sur la déflation se sont sensiblement réduites. La présidente de la Fed Janet Yellen et le gouverneur de la Banque d'Angleterre Mark Carney ont affiché leur volonté de continuer une politique monétaire qui stimule l'économie tout en convaincant les marchés qu'aucun nouveau *quantitative easing* n'est à prévoir.

Quant au président de la BCE Mario Draghi qui, au début de l'année, craignait encore une tendance déflationniste dans la Zone euro, il a déclaré qu'une nouvelle baisse des taux n'est plus nécessaire. Seule la Banque du Japon continuera sa politique monétaire extrêmement souple.

La controverse récente entre le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque des règlements internationaux (BRI) montre la complexité de la situation. Le FMI demande instamment à la BCE de mettre en oeuvre une politique monétaire beaucoup plus agressive alors que la BRI demande de continuer les efforts pour sortir de la politique monétaire expansive sans se laisser troubler par les légères turbulences qui s'ensuivent.

Conclusion : les banques centrales ont probablement déjà poussé trop loin leur politique de taux zéro. A ce niveau de taux, les effets contre-productifs sont déjà visibles. Il n'y a plus de véritable volonté de réformer pour faire baisser la dette publique et réduire les déficits budgétaires. [Actions,](#)

obligations, immobilier et autres formes d'actifs sont déjà dans une bulle de prix spéculatifs.

« Deux imbéciles qui nous prennent pour des sots... ! »

Charlers Sannat 23 juillet

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Comme vous n'avez pas été en mesure d'échapper ces derniers mois au véritable lavage de cerveau organisé par nos mamamouchis économique-politiques, vous n'ignorez pas que la crise est définitivement derrière nous, qu'il faut avoir confiance car seule la confiance dans un avenir radieux nous sauvera ou plutôt permettra à nos bien-aimés dirigeants (béné-soit-leur-nom-je-n'ai-pas-les-moyens-d'un-procès) de maintenir les « mougeons » que nous sommes (l'hybride du mouton que l'on tond et du pigeon que l'on pigeonne) dans un état de semi-inconscience hébétée...

D'ailleurs, François, notre bien-aimé président (béné-soit-son-nom) dont j'espère qu'il nous offrira cet été un mariage tout présidentiel avec la belle princesse Julie en descendant les Champs dans un carrosse en grande pompe, ne s'y est pas trompé en « taclant » le vilain patron du Medef Pierre Gattaz sur ses propos tenus hier.

Pour François Hollande, Pierre Gattaz « a un problème de langage »

Selon un article du *Monde*, le chef était tout rouge de colère à propos du sinistre Gattaz qui a osé dire que la France était dans une situation économique catastrophique... C'est vrai que, de vous à moi, là le Gattaz il déconne à plein tube. Oser révéler une information classée secret défense hyperconfidentiel que même si tu en parles je devrai te tuer. C'est vrai ça ! Heureusement que le patron des Bisounours est là pour rappeler Gattaz à son devoir de réserve.

En effet, « le chef de l'État a estimé lundi soir que le président du Medef avait «un problème d'expression qui peut avoir des conséquences économiques» en envoyant un message pessimiste.

François Hollande a reproché lundi 21 juillet à Pierre Gattaz de ne pas «maîtriser son expression» après que le président du Medef eut jugé la situation économique de la France «catastrophique», contredisant le chef de

l'État qui estime que la reprise est réelle mais fragile.»

« Ce n'est pas la première fois qu'il a ce type de déclarations. Il y a un problème de langage, ce langage-là doit changer. Il y a un problème d'expression qui peut avoir des conséquences économiques. Il est très important qu'il puisse y avoir au moins la prise en considération de ce qui est fait. »

Deux imbéciles qui nous prennent pour des sots

Ne comptez pas sur moi pour défendre Pierre Gattaz sur le fond de ses propositions économiques qui sont aussi inefficaces pour résoudre la crise que pertinentes pour emmerder les salariés de notre pays et gaver un peu plus les grandes entreprises de bénéfices plantureux (Pierre Gattaz se fichant comme d'une guigne du sort du boulanger du coin).

Ne comptez pas non plus sur moi pour défendre notre mamamouchi en chef qui, bien que fort sympathique, n'a toujours pas compris que la France EST bien dans une situation catastrophique, que tout le monde le sait bien et qu'il serait souhaitable qu'il essaie enfin de travailler un peu à redresser le pays.

Nous expliquer que le problème n'est pas que nous soyons dans une situation catastrophique mais que Pierre Gattaz a un problème de langage, c'est vraiment l'histoire de deux imbéciles qui nous prennent pour des sots.

L'Agence France Propagande découvre que les dettes augmentent en Europe !

Allez, un peu d'humour dans ce monde de brutes grâce à notre AFP nationale dont les communiqués nous permettent de profiter de 20 minutes de rire quotidien.

« Après deux trimestres de repli, la dette publique de la zone euro est repartie à la hausse début 2014 et a atteint 93,9 % du PIB au premier trimestre, contre 92,7 % fin 2013, selon les données publiées mardi par l'office européen des statistiques Eurostat.

En valeur absolue, et non plus en pourcentage du PIB, la dette publique de la zone euro s'est élevée au premier trimestre 2014 à 9 055,5 milliards d'euros, selon Eurostat... »

C'est dingue d'oser écrire des choses comme ça. À mon avis, François

Hollande va faire renvoyer un ou deux journalistes de l'AFP pour faute grave. Ils ont effectivement osé écrire que les dettes augmentent et je pense qu'ils ont tout de même un sérieux problème de langage.

Mes chers amis, retenez simplement de la sortie stupide de notre président, qui aurait encore une fois mieux fait de se taire, que le problème c'est bien les mots employés et pas les maux. Car aujourd'hui, et le Président vient de vous le dire officiellement, on cache les maux derrière les mots. Cela porte un nom. Cela s'appelle le mensonge.

C'est aussi le syndrome bien français du « nuage de Tchernobyl », vous savez, celui qui s'est arrêté à la frontière à la vue du douanier (à l'époque, il n'y avait pas encore Schengen et on avait encore des douaniers et accessoirement des frontières).

La crise économique n'est pas un nuage qui s'arrêtera à nos frontières. La situation est bien catastrophique (mais on n'a pas le droit de le dire). Pierre Gattaz propose des âneries mondialisantes et globalisantes à souhait et François Hollande n'a aucune vision.

Nous sommes dirigés par des sots, alors prenez votre destinée en mains, n'attendez plus rien d'un État-providence déjà moribond. Préparez-vous, organisez-vous, n'oubliez pas les trois principes du PEL pour « patrimoine, emploi et localisation » qui sont les 3 paramètres sur lesquels vous pouvez librement agir dans le cadre de votre propre responsabilité personnelle.

Préparez-vous et restez à l'écoute.

À demain... si vous le voulez bien !!

Suisse : hausse du commerce extérieur au premier semestre

GENÈVE, 22 juillet (Xinhua) – Le commerce extérieur de la Suisse a progressé au premier semestre dans les deux sens du trafic. Alors que les exportations ont crû de 2,7 % en un an à 102,85 milliards de francs suisses, les importations ont augmenté de 1 % à 89 milliards, a annoncé mardi l'Administration fédérale des douanes.

Pendant cette période, la balance commerciale a enregistré un excédent record de 13,8 milliards de francs, en hausse de 1,8 milliard sur un an.

Côté exportations, sept des dix branches principales de la Suisse ont gagné du

terrain. La palme est revenue à la bijouterie et joaillerie, dont les envois à l'étranger ont connu une hausse de 9,9 %.

Parmi les autres secteurs, l'industrie de matières plastiques a vu ses livraisons gagner 4 %, tout comme la chimie-pharmacie, première branche exportatrice helvétique.

Sur le seul mois de juin, les exportations de la Suisse ont crû de 1,2 % à 16,9 milliards de francs, alors que les importations se sont envolées de 10,5 % à 15,5 milliards, selon la même source.

Agence de Presse Xinhua

Analyse & décryptage

Encore une fois, la Suisse dispose de sa souveraineté pleine et entière. La Suisse, son lac, sa monnaie, ses douaniers et sa non-appartenance à l'Europe en font pourtant un pays parfaitement ouvert sur le monde extérieur et intégré au commerce mondial.

C'est bien nos europathes qui sont des europathes. Les « fous » ne sont pas ceux que l'on croit et oser évoquer la sortie de l'euro et de l'Europe ne doit pas être un débat réservé aux « fous » ou aux « facho »... car c'est le vrai sujet et l'un des véritables leviers de la sortie de crise.

Charles SANNAT

La Russie continuera de fournir des moteurs de fusée aux États-Unis

Le message est tout de même assez clair. Alors que les Américains ne disposent plus de leur navette spatiale mise en retraite, il ne leur reste plus que les fusées pour lancer les satellites... Hélas, les moteurs sont russes... c'est plus qu'embêtant et même si les USA sauront pallier une éventuelle pénurie notamment en achetant un moteur Ariane que l'on s'empressera de livrer à nos gentils zamis les Zaméricains, il n'en reste pas moins que cela ferait tache pour la « grandeur » américaine.

Charles SANNAT

SAMARA, 21 juillet – RIA Novosti

La Russie continuera de fournir des moteurs de fusée aux États-Unis pour des raisons pragmatiques, a déclaré lundi à Samara le vice-premier ministre russe Dmitri Rogozine.

« Nous poursuivrons la coopération avec les États-Unis là où cela nous profite et nous la suspendrons si elle est désavantageuse. À l'heure actuelle, les projets d'exportation de moteurs pour les fusées américaines Atlas et Antares sont relativement prometteurs, parce que les bénéficiaires servent à moderniser les usines russes », a indiqué M.Rogozine devant les journalistes.

Selon lui, les moteurs de fusée exportés par la Russie aux États-Unis ont été conçus il y a longtemps, mais les Américains ne pourront pas s'en passer ces prochaines années.

Les États-Unis eux aussi appliquent leurs sanctions d'une manière pragmatique, d'après M.Rogozine. Ils ont notamment évité de sanctionner les producteurs de moteurs russes – le groupe de recherche et de production Energomash de Moscou et la société Kouznetsov de Samara.

Les États-Unis et l'UE ont imposé des sanctions contre plusieurs hommes politiques et d'affaires et des sociétés russes suite à l'adhésion de la Crimée à la Fédération de Russie conformément aux résultats d'un référendum. Parmi les sociétés frappées de sanctions figurent des groupes militaro-industriels, parmi lesquels le consortium Almaz-Antei et l'usine Ouralvagonzavod, ainsi que plusieurs structures faisant partie du holding de hautes technologies Rostec, dont le consortium Kalachnikov, le groupe Sozvezdie et le groupe de recherche et de production Bazalt. Toutefois, l'Agence Rosoboronexport ne figure pas sur la liste des sociétés sanctionnées.

[Les trains chinois mis en service en Argentine](#)

BUENOS AIRES, 21 juillet (Xinhua) – La présidente argentine Cristina Fernandez de Kirchner a inauguré la mise en service de sept trains de fabrication chinoise à Buenos Aires.

Ces sept trains à neuf voitures font partie du premier lot de 25 trains achetés par le gouvernement argentin pour moderniser et étendre la ligne de Sarmiento, un réseau ferré qui dessert la capitale argentine et sa banlieue.

« Cet investissement représente un bond en avant qualitatif sans précédent » pour le réseau de transports de la métropole, selon l'agence de presse d'État Telam qui cite les propos de Mme Fernandez de Kirchner.

« Hier 241 000 passagers ont pu voyager, mais à partir d'aujourd'hui, près de 400 000" pourront utiliser le service étendu, a-t-elle ajouté.

Le ministre de l'Intérieur et des Transports Florencio Randazzo a rappelé plusieurs fonctionnalités du système de sécurité des trains chinois, notamment « le système intelligent de fermeture des portes » qui empêche que les trains se mettent en mouvement avant que les portes ne soient complètement fermées, ainsi que les caméras de vidéosurveillance installées dans toutes les voitures et le fait que les passagers peuvent observer le conducteur du train pour vérifier qu'il est en état de faire son travail.

« C'est merveilleux, car cette ligne est empruntée par un grand nombre de gens qui peuvent maintenant voyager dans de meilleures conditions », a commenté une cliente nommée Diana Gallo.

Ces dernières années, des accidents de trains de banlieue à Buenos Aires ont fait la une des journaux dans le monde entier, notamment le drame ferroviaire de 2012 qui a fait une cinquantaine de morts et des centaines de blessés et celui d'octobre dernier qui a fait environ 80 blessés.

Agence de Presse Xinhua

Analyse & décryptage

Nos amis Chinois oublient au passage de préciser que la sécurité ferroviaire est loin d'être parfaite en Chine également.

Cela dit, il est évident que les trains chinois y compris ceux à grande vitesse qui sont issus des transferts technologiques du TGV sont d'un rapport qualité-prix imbattable.

Il aura donc fallu à la Chine moins de 15 ans pour devenir un concurrent de notre TGV qui, lui, ne se vend plus beaucoup à l'étranger...

Charles SANNAT

[Qui peut sortir les marchés de leur torpeur estivale ?](#)

23 juillet 2014 | Cécile Chevré | <http://quotidienne-agera.fr/2014/07/23/banques-europe-crise-dettes/>

Nous l'avons vu [hier](#), parmi les dangers de l'été outre les intoxications alimentaires dans des mauvais restaurants de plage, les piqûres de méduse, les arnaques aux vacanciers ou encore les orages diluviens, il y a aussi les krachs boursiers. 2007, 2011 et 2013 sont là pour nous le rappeler.

Encore faut-il savoir d'où pourrait venir le danger. N'écoutez que mon

courage, je vous propose donc un aperçu des possibles catalyseurs d'une crise, en les notant selon leur degré de dangerosité à court terme.

Après les résultats des entreprises des 2 côtés de l'Atlantique, la politique des banques centrales et les difficultés des pays émergents, intéressons-nous au risque que représentent les banques européennes et l'actualité internationale...

4. Une crise bancaire majeure en Europe

Ces dernières semaines, le spectre d'une crise bancaire européenne a fait son grand retour avec les ennuis de la banque portugaise Banco Espirito Santo qui a rappelé à ceux qui auraient une mémoire défectueuse que les banques européennes sont loin d'avoir assaini leur bilan.

Depuis plusieurs mois, les banques européennes tentent le tout pour le tout pour se préparer aux nouveaux stress tests prévus à l'automne

Si Banco Espirito Santo n'a que légèrement perturbé les marchés, l'époque est tout de même aux grandes manoeuvres dans le secteur bancaire. Depuis plusieurs mois, les

banques européennes tentent le tout pour le tout pour se préparer aux nouveaux stress tests prévus à l'automne. Depuis début janvier, elles ont aussi augmenté leurs fonds propres de 35 milliards de dollars, soit 70% de plus que sur la même période en 2013.

35 milliards... qui ne seront pas suffisants de l'avis même des intéressées. En effet, une étude menée par le cabinet EY (plus connu sous son ancien nom : Ernst & Young) en juin dernier, 22% des banques européennes sondées estimaient qu'elles auraient besoin de plus de fonds propres à l'issue des stress test. Une proportion qui monte à 35% pour les banques espagnoles.

A cela il faut ajouter la dette publique qui est de nouveau en hausse dans la zone euro, après avoir reculé entre juillet et décembre 2013, et ce pour la première fois depuis

Selon les dernières données publiées par Eurostat, la dette publique atteignait 93,9% du PIB au premier trimestre contre 92,7% fin 2013

2007. Las, le désendettement a rapidement pris fin puisque selon les dernières données publiées par Eurostat, la dette publique atteignait 93,9% du PIB au premier trimestre contre 92,7% fin 2013.

Degré de risque : 2,5 (et 3,5 dès septembre prochain)

5. Le contexte géopolitique

C'est lui qui fait aujourd'hui la une (Israël et Gaza, l'Ukraine, la Syrie un peu

oubliée, l'Irak et l'Etat islamique en Irak et au Levant), mais ce n'est pas forcément lui qui sera à l'origine d'une nouvelle crise.

Aucun des événements politiques majeurs de ces dernières années n'a réellement perturbé les marchés

Aucun des événements politiques majeurs de ces dernières années n'a réellement perturbé les marchés. Preuve en est une étude publiée par Ned Davis Research qui s'est penché sur l'influence des crises internationales sur le cours du Dow Jones depuis 1907. Les résultats sont édifiants, en moyenne, l'indice a perdu -2,9% le jour dit mais regagnait +4,6% 3 semaines après. Autant dire que le dicton boursier "achetez au son des canons..." est toujours d'actualité.

A part en *intraday*, les conflits et tensions actuels ne devraient pas perturber l'été des marchés actions...

Degré de risque : 0,5

Si je fais la moyenne des risques pour cet été, nous obtenons un risque de 1,5. Autant dire que vous pouvez partir l'esprit presque tranquille en ayant tout de même pris quelques précautions (bonne gestion de vos stops, vente des valeurs les plus risquées, partage de vos liquidités entre plusieurs établissements bancaires...).

Reste une question cruciale : d'où viendra le prochain coup... Eh bien peut-être de nulle part. A ce sujet, voici la réflexion que faisait Simone Wapler hier dans [*l'Investisseur Or & Matières*](#) et que je trouve particulièrement intéressante :

Reste une question cruciale : d'où viendra le prochain coup... Eh bien peut-être de nulle part

J'étais ce matin en conversation avec Cyrille Jubert. Cyrille pense que les ennuis de Banco Espirito Santo, ou mêmes des banques autrichiennes pourraient déclencher une GAF (Grande Apocalypse Financière).

Je n'en suis pas convaincue. Entendons-nous bien : je suis convaincue que nous aurons une GAF mais je ne pense pas en connaître le catalyseur, le détonateur de court terme. Parce que la situation est devenue trop complexe et que le catalyseur véritable sera psychologique et non pas un événement objectif. Ce détonateur sera la perte de confiance dans le système actuel.

Une perte de confiance dans le système... Effectivement, c'est probable. Les marchés obligataires, les marchés actions, la pyramide de dettes, les monnaies, la croyance que les banques centrales gèrent et contrôlent les marchés, l'inflation, etc., tout ceci repose sur une notion assez évanescence : la confiance. Si celle-ci vient à se désagréger, si les prêteurs ne font plus confiance aux emprunteurs, si les investisseurs ne sont plus persuadés que les banques centrales peuvent contrôler les marchés obligataires ou l'inflation, si les consommateurs ne font plus confiance à la monnaie qu'ils utilisent, eh bien le système vacille sérieusement sur ses bases.

Et c'est parce que nous sommes persuadés qu'il y aura une crise de confiance que nous vous recommandons depuis des années d'acheter – pour vous protéger – les seuls actifs qui conserveront un haut degré de confiance et de fiabilité, à savoir l'or et l'argent.

Vous savez donc ce qu'il vous reste à faire avant de partir en vacances : [acheter quelques onces de métaux précieux.](#)

Suspension des vols pour Tel Aviv...

Patrick Reymond 23 juillet 2014

Il faut pas déranger le vacancier, car c'est quand même lui le gros du trafic aérien. Là, manque de bol, ce sont les vols pour Tel Aviv qui sont suspendus, assez largement d'ailleurs, par un certain nombre de compagnies.

Le Hamas revendique plusieurs choses :

- [les pertes israéliennes](#) seraient beaucoup plus importantes que prévues et annoncées,

- le moral des soldats de l'IDF s'effondre, et on assiste à des phénomènes assez classiques dans les guerres d'auto-mutilations,

- un F16 aurait été envoyé au tapis par un missile sol-air, expliquant ainsi la brusque décision des [compagnies aériennes](#) de suspendre les vols vers Tel Aviv. Même si cette nouvelle s'avère fautive, des drones ont été abattus, indiquant une certaine capacité anti-aérienne.

En matière de guerre, il y a toujours, dans les communiqués, des effets de propagande. Mais il y a sans doute beaucoup de vrai dans les communiqués du Hamas. Le moral des troupes israéliennes est bas, et les mutilations sont le reflet de ce niveau, bas.

Ce niveau bas, est sans doute expliqué par l'intensité des combats, et des pertes subies.

Gaza, s'il vit un blocus, commerce aussi, malgré ce blocus, il est clair que des missiles de toutes sortes ont pu être introduit dans la bande de Gaza, et des missiles portables style Stinger ne représentent pas un gros volume. Il est donc assez évident que le Hamas dispose au moins de quelques missiles sol air, ce qui change totalement la donne dans l'appui aérien.

En ce qui concerne les chars israéliens, il y a une certitude, un certain nombre, assez important d'ailleurs, ont été détruit, par des moyens classiques, RPG, mines de forte puissance, attaques suicides, mais aussi visiblement, missiles "Kornet".

Là, on est dans une autre gamme, et si ils ont pu introduire des missiles Kornet, des missiles anti-aériens ne représentent pas plus de difficultés à être infiltrés.

Par contre, les pertes estimées de tankistes israéliens sont clairement surestimées. Les chars modernes sont conçus pour épargner la vie du soldat en cas de destruction, même si ils ne laissent qu'une loque humaine, un blessé, c'est pas un mort, et ça réduit les pertes annoncées par l'état major, même si le blessé en question est invalide à vie.

A la bataille de Falloujah, les pertes américaines, énormes en blindées -Stalingrad sur Euphrate-, supérieures à celle des deux camps réunies pendant la bataille de Kursk, ne se sont pas traduites par des pertes humaines importantes et significatives.

Même si, dans les faits, l'armée US est restée à Falloujah, de par les pertes matérielles subies, mais aussi, l'usure extrême du matériel non détruit -la quasi totalité du matériel présent en Irak y est passé-, les pertes humaines ont été "politiquement acceptable", même si, dans les faits, la résistance irakienne de l'époque a littéralement détruit l'armée de terre US.

Cette souffrance du matériel n'a pas été résolue depuis, pour des problèmes budgétaires, et notamment le coût des frais de santé des millions de soldats revenus d'Irak.

Le soldat tué, finalement, coûte moins cher à la collectivité que le soldat blessé, dépressif, ou traumatisé.

La vérité entre communiqués du Hamas, et ceux d'Israël; se situe entre les deux, mais il est clair qu'Israël a sans doute perdu la partie, politiquement et militairement, et se retrouve dans une situation d'échec militaire total, et ce, depuis 1973.

Financièrement, aussi, la guerre coûte cher, et les moyens israéliens ne sont pas extensifs.

La tragédie du vol MH 17 pourrait déclencher la troisième guerre mondiale, tenez-vous prêt pour un autre monde !

Zero Hedge 23 juillet 2014, Les moutons enragés

Espérons que la configuration similaire, ne nous entraîne pas dans une tragédie tout aussi similaire et redoutée par beaucoup. Merci à [Bruijtafr.](#)



La tragédie MH-17 pourrait marquer un tournant dans la pire crise entre la Russie et l'Occident depuis la fin de la guerre froide.

Le risque géopolitique est extrêmement élevé et pourtant il n'est pas apprécié à sa juste valeur par les experts et la majorité de la population. La même chose était vraie en 1914.

Avec les États-Unis qui cherchent à imposer de nouvelles sanctions sévères envers la Russie, nous semblons être sur le point de débiter une nouvelle et plus intense phase de la guerre des monnaies voire même d'une guerre économique.

Très peu de gens ont pensé que l'assassinat de l'archiduc Ferdinand

serait l'étincelle qui déclencherait le conflit brutal que fut la Première Guerre mondiale et la récession économique qui l'accompagna. En effet, comme le montre la première page du Financial Times du lendemain de l'assassinat, les marchés boursiers ont été à peine ébranlés par la mort de l'héritier du trône d'Autriche ... Il n'y a aucune preuve que les détenteurs d'actions aient pris peur. »



La une du Financial Times du 30 Juin 1914

La complaisance l'emportait sur les risques géopolitiques. Six mois plus tard, l'indice industriel du Dow Jones avait perdu 35% de sa valeur et la première guerre mondiale débutait sa première année.

Il y a toujours un catalyseur sous la forme d'un événement historique sur lequel les gens reviennent quand démarre une grande tourmente mondiale. Habituellement, il s'agit des tensions politiques, militaires et économiques préexistantes importantes qui sont les véritables facteurs qui conduisent à la guerre.

Le papillon peut battre des ailes et de créer un ouragan de l'autre côté du monde. Un événement tragique comme cette tragédie aérienne pourrait être l'étincelle qui allume l'incendie.

Aujourd'hui les événements tragiques en Ukraine et dans la bande de

Gaza sont d'une importance capitale. Le brouillard de la guerre pourrait conduire à un incident, comme cet accident d'avion tragique ou un acte de terrorisme, cela pourrait être l'étincelle d'un conflit beaucoup plus important.

Il y a eu beaucoup d'événements papillons potentiels au cours de ces dernières semaines, n'importe lequel d'entre eux pourrait nous conduire dans la tourmente de la guerre.

Le problème avec la guerre, c'est que peu importe la façon dont les plans sont faits, des choses étranges se produisent et il y a beaucoup de conséquences imprévues tragiques.

La complaisance politique et financière règne aujourd'hui comme en 1914 ...

Source [Bruijtafr](#) via [les chroniques deRorschach](#) pour la traduction d'un [article de ZeroHedge](#)

***Espirito Santo* : LES MÉCANISMES DU DÉMANTÈLEMENT SE METTENT EN PLACE**

22 juillet 2014 par François Leclerc | <http://www.pauljorion.com/blog/?p=67189>

La chute du groupe Espirito Santo va se poursuivre des mois durant avec plus de discrétion. Espirito Santo International, la holding au sommet du groupe est officiellement placée en redressement judiciaire, en attendant que Rioforte prenne comme probable, le même chemin. Mais parmi les derniers épisodes intervenus, on a appris que des actionnaires de Portugal Telecom – qui n'a pas été remboursé d'un prêt d'un milliard d'euros à l'une des holdings du groupe, Rioforte – allaient tenter une action en justice contre sa commission exécutive qui l'avait accordé. Afin de désamorcer d'autres actions ultérieures, la Banque Espirito Santo (BES) a annoncé de son côté qu'elle garantissait ses clients privés du remboursement des titres d'Espirito Santo International et de Rioforte qu'elle leur a vendus, pour un montant total de 853 millions d'euros (pas les investisseurs institutionnels, qui en ont acheté pour deux milliards d'euros). Enfin, le groupe a sans attendre vendu la majeure partie de sa banque privée BPES opérant en Suisse à la banque CBH, dont l'actionnaire est la holding Espirito Santo Financial Group (ESFG),

également actionnaire de la BES.

Cette dernière continue de faire l'objet de toutes les attentions. Elle rendra publics ses résultats du 1^{er} semestre de cette année le 30 juillet, comprenant des provisions pour pertes qui seront examinées de près. La dernière estimation rendue publique provient de la banque américaine Citi, qui les chiffre entre 1,9 et 4,3 milliards d'euros, la banque déclarant disposer d'un matelas de capital de 2,1 milliards d'euros, ce qui ne permettrait de couvrir que le bas de la fourchette. Les pertes provenant de la filiale angolaise de la BES font la différence. Le vice-premier ministre portugais a eu aujourd'hui des conversations à Luanda avec le président angolais portant sur l'ensemble du groupe Espirito Santo, dans lequel des investisseurs angolais sont présents dans différentes structures. Mais rien n'a filtré si ce n'est que les régulateurs des deux pays allaient « travailler conjointement », ce qui signifie qu'un canal spécifique a été ouvert pour discuter de la suite. Un « package » incluant la filiale de la BES serait-il en question ?

Une recapitalisation est activement recherchée afin de ne pas entrer dans une logique de sauvetage qui impliquerait non seulement la participation des actionnaires et des créanciers juniors, mais aussi l'intervention de l'État qui dispose encore de fonds européens destinés à aider les banques dans le cadre de son propre *plan de sauvetage*. Après la banque espagnole Santander, le nom de la banque brésilienne Bradesco est évoqué, ainsi que celui de BBVA, également espagnole. Un apport sera en tout état de cause nécessaire pour renforcer le ratio de fonds propres de la banque, pour ne pas avoir à solliciter l'État. La nouvelle direction de la banque s'est entourée afin de l'assister de la Deutsche Bank.

Le mois de juin 2014 a été le plus chaud jamais enregistré

L'integral et Radio-Canada 23 Juillet 2014

Ce que les médias ne disent pas c'est que désormais l'atmosphère est réduite à peau de chagrin.

La planète a battu un record de chaleur en juin, après avoir fait de même au mois de mai. La température moyenne a été de 16,2 degrés Celsius au cours du dernier mois, ce qui est 0,7 degré plus élevé que la moyenne du 20^e siècle,

a annoncé la National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA).

Cette moyenne bat également le record de 2010 par moins de trois centièmes de degrés. Alors que trois centièmes de degrés peuvent sembler minimes, cela équivaut à gagner une course de chevaux par plusieurs longueurs en terme de température, a illustré le directeur de la surveillance au NOAA, Derek Arndt.

« Nous vivons dans l'ère stéroïde du système climatique », a-t-il affirmé.

M. Arndt a indiqué que les records de mai et de juin avaient été battus grâce à la température inhabituellement élevée des mers, particulièrement les océans Pacifique et Indien.

Les records de chaleur en juin ont été battus sur tous les continents à part l'Antarctique. La Nouvelle-Zélande, le nord de l'Amérique du Sud, le Groenland, l'Afrique centrale et l'Asie du Sud ont été particulièrement touchés.

Les États-Unis n'ont vécu, pour leur part, que le 33^e mois de juin le plus chaud.

Chacun des 12 records mensuels de chaleur ont été établis après 1997 et plus de la moitié au cours de la dernière décennie. Tous les records de froid ont été établis avant 1917.

De plus, avec la probabilité d'un El Nino cette année, le réchauffement de l'océan Pacifique qui influence le climat de la planète et qui fait augmenter les températures globales, il est probable que nous vivions une autre année exceptionnellement chaude, croit le scientifique de l'Université de l'Arizona Jonathan Overpeck.

La NOAA affirme que les six premiers mois de cette année sont troisièmes au niveau de la chaleur, derrière 2010 et 1998.

<http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/International/2014/07/22/001-record-chaleur-deuxieme-mois-juin.shtml>

L'Argentine déterminée à faire défaut une deuxième fois

Par Mish - *Global Economic Analysis*

Publié le 23 juillet 2014

Note de rappel : l'Argentine a fait défaut de ses obligations suite à une crise de la dette survenue en 2001-02. 92% des investisseurs ont accepté des décotes, mais un fonds vautour a mis la main sur 8% des parts à prix plancher et refusé de négocier.

En juin, la Cour suprême des Etats-Unis a décrété que l'Argentine ne peut pas faire défaut sélectivement sur le petit groupe récalcitrant.

Le problème avec cette décision est que si l'Argentine remboursait le fonds vautour à hauteur de 100%, elle devrait aussi rembourser ceux qui possèdent des obligations argentines à 100%, ce qui détruirait à nouveau l'économie du pays.

Dans le futur, les contrats liés aux obligations forceront tout le monde à suivre la décision de la majorité.

Un deuxième défaut

A l'heure actuelle, et en conséquence directe de la décision de justice, l'Argentine semble déterminée à faire défaut. Pour une deuxième fois.

Un investisseur a déclaré vendredi que l'Argentine refuse encore de s'entretenir avec ceux qui ne souhaitent pas négocier, et que si elle ne changeait pas d'avis avant le 30 juillet, elle serait forcée de faire défaut à nouveau.

« Le gouvernement argentin semble déterminé à faire défaut. Nous espérons qu'il évitera de s'engager dans cette impasse », a déclaré un porte-parole de NML Ltd, une division d'Elliott Management Corp.

Une impasse

L'impasse dont il parle ici est l'échec de l'Argentine à négocier. NML Ltd place l'Argentine dans une position qui la forcera à perdre quelle que soit sa décision. L'Argentine tente désormais (et j'espère qu'elle y parviendra) de rembourser les 92% tout en faisant complètement défaut sur les 8% restants afin qu'ils n'obtiennent jamais un centime.

Malheureusement, la tentative de l'Argentine à contourner la décision de justice passera par des banques américaines qui n'accepteront pas que des paiements soient versés à seulement 92% des détenteurs d'obligations.

L'Argentine se retrouve coincée et devra faire défaut.

[La dette publique, opportunité ou fatalité ?](#)

Par Patrick Aulnas Publié le 22 juillet 2014 Contrepoints

Pourquoi les pays les plus riches sont-ils passés en 40 ans d'une gestion prudente de leurs finances publiques au laxisme le plus total ?



L'un des paradoxes de la situation économique de la planète est l'écrasante dette publique accumulée par les États les plus riches (Japon, États-Unis, Europe). Il était courant par le passé que des nations pauvres (en Afrique, en Amérique latine) se trouvent dans une situation de quasi-faillite nécessitant l'intervention du FMI. Mais les pays riches s'endettaient raisonnablement, principalement pour financer des investissements, sauf dans les périodes de

guerre. Pourquoi en trente ou quarante ans, sont-ils passés d'une gestion prudente de leurs finances publiques au laxisme le plus total ? Chacun comprend que la fin de leur domination économique et l'émergence de nouvelles puissances placent les pays riches en situation de concurrence. Il faudrait donc s'activer et faire face. Mais des obstacles existent qui peuvent être présentés comme autant d'interprétations possibles de l'endettement public. En voici une récapitulation.

1. La dette publique, opportunité pour les gouvernements de gauche

A priori, nul doute que la propension à l'endettement public soit de gauche. La dette permet de financer des prestations sociales (santé, retraite, chômage) qui devraient être plus modestes si les comptes étaient équilibrés. Elle permet aussi de payer à crédit des fonctionnaires de l'État qui n'auraient pas pu être recrutés sans déficit budgétaire. Elle permet enfin de financer des investissements publics qui n'auraient pas eu lieu avec plus de rigueur. La redistribution et l'interventionnisme public étant des marqueurs de gauche, doit-on en conclure que la dette est une opportunité politique saisie par les gouvernements de gauche ? La question reste ouverte.

2. La dette, manœuvre des politiques

Pour les politiques, l'endettement permet de passer outre aux limites budgétaires d'une gestion prudente et sérieuse. Il permet de dépenser sans pour autant augmenter les prélèvements obligatoires, mesure évidemment impopulaire. Voter un budget déficitaire permet de s'accorder plus de capacité d'action et donc plus de pouvoir. Tout se passe comme si l'ensemble de la classe politique agissait de façon tacitement consensuelle : « Nous, femmes et hommes politiques, n'avons pas intérêt à augmenter les impôts et cotisations sociales, augmentons donc la dette pour pouvoir proposer des réalisations nouvelles. Nos successeurs seront en charge de la gestion de cette dette, pas nous. » Autrement dit, après nous le déluge. Les rapports de la Cour des Comptes en France n'ont aucun effet sur les politiques. Pas plus que les mises en garde des instituts et think tanks spécialisés dans le monde entier.

3. La dette, fatalité macro-économique

Le crédit est une technique financière permettant d'obtenir une satisfaction immédiate en payant le prix dans l'avenir. Un créancier n'accorde un crédit

que s'il suppose que le débiteur sera apte à rembourser le jour de l'échéance. Le crédit ne peut donc exister qu'avec une vision optimiste du futur. Au niveau micro-économique (un individu, une entreprise), il est possible de cerner assez facilement la situation et de se faire une opinion sur le destin probable du débiteur pendant le délai du crédit. À l'échelle macro-économique, l'exercice devient périlleux et mille exemples montrent que les économistes ne prévoient pas grand-chose au-delà de la conjoncture à six mois. Personne ne se pose vraiment la question de la soutenabilité de l'endettement parce que personne ne croit aux prévisions des macro-économistes. Les prévisions n'étant pas fiables, la tentation est grande de les négliger. Les décideurs peuvent donc en dernier ressort accepter l'antique fatum : nous ne maîtrisons rien puisque l'avenir est une énigme. Qui vivra verra.

4. La dette, lâcheté de peuples repus trompés par des politiciens sans scrupules

Après la phase de croissance économique exceptionnelle des trente années d'après-guerre, la population des pays concernés (les pays riches d'aujourd'hui) s'est habituée à une évolution économique axée sur le toujours plus. Plus de consommation, plus de prestations sociales, plus de services publics (et donc de fonctionnaires), plus de loisirs, etc. Croissance, croissance... Revenir à la raison en considérant les Trente glorieuses comme l'exception est évidemment difficile. Le rêve s'achève et le réveil est douloureux. Mais ne voilà-t-il pas que des responsables de haut niveau susurrent à l'oreille des peuples repus qu'il est possible de prolonger le rêve : il suffit de payer à crédit. Soulagement ! Tout est donc simple : le rêve à crédit existe ! Mitterrand est un de ces prophètes du bonheur à crédit (retraite à 60 ans pour tous, abaissement généralisé de la durée du travail), Clinton en est un autre (promesse de propriété immobilière pour tous... puis crise des *subprimes*).

En combinant ses interprétations, et d'autres encore sans doute, on peut se faire une idée de la situation inextricable dans laquelle nous sommes plongés... et de l'énorme défi que représente la solution, si elle existe.

[Credit Suisse Research Institute :](#)

« 15 belles années se profilent pour les pays émergents »

Qui perd gagne Giles Keating , Stefano Natella , 21 juillet

[NOTE DE NYOUZ 2 DÉS : TOTALEMENT FAUX. Voici un exemple d'étude n'ayant absolument aucune valeur de prédiction. Pour qu'il y est cette croissance économique il faudrait que les ressources de la terre soient infinis. Or, le pic pétrolier est dépassé et les matières premières vont diminuées. Comment faire de la croissance économique sans pétrole? De plus, que va-t-il arriver à l'économie mondiale s'il y a le BIG RESET (inévitable)? Et si le climat devient instable (voir article plus haut)? Nous ne pouvons plus, maintenant, faire de projection au-delà d'un an.]



Les marchés émergents devraient croître fortement d'ici 2030, soutenant le cours des actions, des obligations d'entreprise et des emprunts d'Etat.



- La plupart des marchés financiers émergents restent sous-développés par rapport à la taille de leur économie, malgré une forte croissance des levées de fonds au cours des deux dernières décennies.
- Si les marchés émergents représentent 39% de la production mondiale (ou 51% en termes de parité de pouvoir d'achat), ils ne représentent que 21,6% de la capitalisation boursière mondiale, 14,4% du marché des obligations d'entreprise et 13,9% du marché des obligations souveraines.

Une étude réalisée par le Credit Suisse Research Institute intitulée “*Emerging Capital Markets : The Road to 2030*”, montre que **cet écart se réduira au cours des 15 prochaines années.**

- Cette réduction découlera de l’augmentation disproportionnée de l’offre d’actions et obligations d’entreprise émises par des pays émergents (dans la mesure où la structure de capital des entreprises bénéficiera de coûts de financement moins élevés via la désintermédiation des prêts bancaires) et de la demande (stimulée par la croissance des fonds de pension et d’assurance nationaux), compte tenu des taux d’épargne relativement élevés constatés dans les économies émergentes.
- Par ailleurs, la possibilité pour les entreprises des pays émergents d’accéder à des marchés libellés en monnaie locale leur offre une protection contre la volatilité imprévisible des taux de changes.

D’après l’étude, la valeur de marché des actions émergentes devrait augmenter de 98 billions USD, celle des obligations d’entreprise de 47 billions USD et celle des obligations souveraines de 17 billions USD entre 2014 et 2030. Les pays développés devraient réaliser des retours sur investissement de 125 billions USD, 52 billions USD et 24 billions USD sur ces classes d’actifs.

La valeur des marchés financiers mondiaux passera de 153 billions USD en 2014 à 515 billions USD en 2030 (une hausse de 3,4 sur 17 ans ou un gain nominal de 362 billions USD).

Par conséquent, l’étude prévoit que la part des pays émergents dans la valeur totale des actions, des obligations d’entreprise et des emprunts d’Etat progressera respectivement à 39,1%, 36,4% et 27,3% d’ici 2030.

[Le gâchis écologiste](#)

Par Michel Gay Publié le 23 juillet 2014 [Contrepoints](#)

Comment des apprentis-sorciers conduisent un pays vers le déclin tout en déclarant vouloir son bien.



Les écologistes antinucléaires sont les champions du gaspillage. Qui l'eût crû ? L'accusation semble grotesque car l'écologie prône la sobriété et le recyclage. Comment un courant de pensée qui exhorte à se limiter et à consommer moins et mieux, peut-il conduire au gaspillage ? Pourtant, la politique énergétique « verte », c'est-à-dire surtout antinucléaire et soutenant les éoliennes et les panneaux photovoltaïques (PV), se solde par un prodigieux gaspillage de ressources.

Vouloir détruire une industrie nucléaire florissante, productrice de richesses¹ et qui fonctionne en toute sûreté, pour la remplacer par des énergies intermittentes et ruineuses, est un consternant gaspillage de moyens, d'argent et de talents. Même le recyclage du combustible nucléaire est voué aux gémonies par les antinucléaires. Ce qui est une vertu partout ailleurs devient une tare dans le nucléaire. Ils s'échinent à montrer, jusque là sans succès, que ce n'est pas rentable. On aimerait les voir dépenser autant de vigueur pour s'intéresser à la rentabilité des éoliennes et, surtout, du PV...

La marche forcée, avec l'argent des consommateurs et des contribuables, vers les énergies renouvelables est une stratégie suicidaire parfaitement assumée par les « décroissants » et autres « altermondialistes ». « Sauver la planète » (qui n'a rien demandé) constitue pour eux une priorité au dessus des nations, des sociétés, des peuples et même des humains. Hermétique aux arguments techniques et économiques, les antinucléaires considèrent que le nucléaire ne serait tout simplement pas « moral ». Mais organiser la pénurie et la misère ne semble pas gêner leur sens moral.

L'insertion forcée « au chausse-pied » des éoliennes et du PV dans le paysage énergétique, accompagnée d'un apprentissage (forcé aussi ?) de la sobriété, permettrait, selon les antinucléaires, de compenser la « sortie du nucléaire ».

Cette future société est activement souhaitée par des idéologues et des crédules en mal d'un retour à la « mère nature », forcément bienveillante, ce qu'elle n'a jamais été... Des commerciaux en recherche de juteux contrats subventionnés par des crédits publics (nos impôts) profitent aussi de ces lois et réglementations iniques. Ces investissements, souvent spéculatifs, visent à engranger une rente étatique qui est le résultat de l'incurie de certains élus et ministres.

Pour illustrer l'absurdité de ce gaspillage masqué des éoliennes et du PV, et à quel point ces deux moyens de production constituent une impasse technique et financière, prenons l'exemple d'une famille sur une île qui a besoin au maximum, et par moments, de 3 kW de puissance électrique pour faire fonctionner ses appareils (four, cafetière, lave-linge, réfrigérateur, congélateur, aspirateur, éclairage...). Elle installe 3 kW d'éoliennes pour les jours venteux, 3 kW de PV pour les jours ensoleillés sans vent et... un groupe électrogène de 3 kW pour les nuits sans vent. Elle devra aussi acheter des batteries (onéreuses) pour stocker une partie du surplus d'électricité des jours venteux et ensoleillés qui fourniront jusqu'à 6 kW à midi et dont la moitié au moins serait perdue sans moyen de stockage. Cette famille devra être riche car elle paiera quatre systèmes différents et onéreux pour bénéficier de l'électricité quand elle en a besoin. Les familles françaises sont-elles riches au point de financer cette débauche de moyens de productions ?

Cette orientation absurde, ce gaspillage éhonté des finances publiques et des talents, résulte de l'incapacité des gouvernements à remettre en cause la pertinence de la politique énergétique européenne actuelle d'inspiration écologiste et antinucléaire. Indispensable au maintien de notre approvisionnement électrique bon marché, la construction et l'entretien des centrales nucléaires sont rendus de plus en plus chers par le millefeuille des contraintes de sécurités draconiennes encouragées par les mouvements écologistes. Des agitateurs antinucléaires tentent d'affoler les populations pour influencer le législateur afin qu'il rende le nucléaire de plus en plus cher pour l'écarter du marché.

Ainsi, Bernard Bigot, administrateur général du CEA déclarait le 10 avril 2014 à l'Assemblée nationale : « *Si après un retour d'expérience de plusieurs décennies, nous avons atteint un niveau de sûreté satisfaisant, celui des critères les plus exigeants pour l'ensemble des acteurs et pour la*

population, pourquoi me donnerai-je pour objectif d'aller encore plus loin, handicapant ainsi le développement en question. Si déjà la démonstration claire est faite que le premier réacteur de quatrième génération a le même niveau de sûreté que celui que j'évoque et qu'il est capable de satisfaire les exigences de sûreté les plus élevées, je ne sais pas ce que signifie « plus de sûreté » que cela. L'exigence de sûreté que je donne à mes équipes, c'est le même niveau de sûreté que celui qui a été atteint pour les réacteurs de troisième génération et que je considère comme l'optimum – et je ne vois pas ce qu'il y a de mieux que l'optimum ».

Création d'emplois ?

Créer un emploi subventionné qui coûte plus cher à la collectivité que la richesse qu'il produit est un gaspillage d'argent public... et d'emplois. La logique qui conduit à supprimer des emplois dans la filière nucléaire pour en créer dans les éoliennes et le PV revient à remplacer un camion permettant l'emport de 10 tonnes de marchandises par 100 brouettes transportant chacune 100 kg. On embaucherait ainsi cent fois plus de personnel mais est-ce un bon calcul pour livrer les supermarchés à travers la France ?

L'université Juan Carlos² à Madrid indique qu'un emploi vert détruit 2,2 emplois par ailleurs car il entre en concurrence avec des activités non subventionnées. De plus, l'argent ainsi consommé à perte ne sera pas disponible pour des investissements plus productifs.

En Allemagne, [la catastrophique loi sur les énergies renouvelables](#) (*Energiewende*) a coûté 435 milliards d'euros de 2000 à 2013 pour aboutir à l'inverse du résultat attendu : les émissions de CO2 ont augmenté de 7 millions de tonnes (MT) par an, passant de 342 MT en 2000 à 349 MT en 2012. Bien joué ! De plus, le miracle des emplois verts s'évanouit suite principalement à l'effondrement de l'industrie solaire allemande face à la concurrence chinoise. En 2013, les emplois dans l'industrie du renouvelable ont chuté de 13% et les investissements dans ce secteur ont chuté de 20%. Plus de 15 ans après le début des subventions à l'énergie « verte », presque aucun emploi n'est financièrement indépendant. Hans-Werner Sinn, Président de l'IFO³ de Munich a déclaré⁴ : « *Pas un seul nouvel emploi n'a été créé grâce aux subventions pour ces technologies inefficaces, mais de la richesse a été détruite* ».

En France, le rapport de la Cour des comptes du 16 janvier 2014 souligne la

légèreté des choix énergétiques engageant des dizaines de milliards d'euros sans résultats tangibles. Au contraire, la production erratique et prioritaire des éoliennes et du PV en France, mais aussi en Allemagne, a déstabilisé le marché de l'électricité dont certains moyens de production classiques à gaz, indispensables à l'équilibre du réseau, ont été fragilisés. Or, il n'y a pas d'éolien ni de PV sans centrales à gaz (ou pire à charbon) en appui pour équilibrer la production et le besoin pendant les périodes sans vent ni soleil, notamment la nuit. Pourquoi alors avoir choisi de subventionner à outrance les moyens de production d'électricité les plus onéreux, l'éolien et le PV, pour réduire les émissions de CO2 ? Pourquoi ne pas avoir investi dans la modernisation et la construction de nouvelles centrales nucléaires qui n'émettent ni CO2 ni particules nuisibles pour la santé ?

Ces choix irresponsables font augmenter le coût de l'électricité. Les antinucléaires tentent de faire croire que c'est la faute au nucléaire. Or, même s'ils ont tout fait dans ce but pour le disqualifier, et ils ont partiellement réussi, la réalité est qu'il faut bien rembourser les milliards d'euros improductifs engloutis dans les éoliennes, et surtout le PV, par le biais des impôts et de la CSPE⁵ sur les factures. Le gouvernement cherche depuis longtemps à reculer les échéances de ces hausses impopulaires et cette temporisation fragilise maintenant les comptes d'EDF pour les futurs investissements.

La plupart des pays développés ont engagé des réformes, avec pour priorité l'amélioration de leur compétitivité industrielle et de leur sécurité énergétique. La France semble avoir perdu de vue ces deux objectifs. Les États-Unis se sont engagés dans le gaz de schiste, le Japon va redémarrer ses réacteurs nucléaires après avoir pansé ses plaies dues au Tsunami qui a provoqué 20.000 morts (la centrale de Fukushima a fait, et fera, [zéro mort selon le rapport de l'OMS](#) de 2013), l'Espagne a arrêté le développement des éoliennes pour se concentrer sur le gaz (naturel ou de schiste, c'est le même méthane), et l'Allemagne, si « écologique » dans ses déclarations, exploite sans vergogne ses immenses mines de charbon sur son territoire et a autorisé l'exploitation du gaz de schiste.

Semblant ignorer superbement le reste du monde, le projet de loi présenté à la presse le 18 juin 2014 par la ministre de l'Écologie, du développement durable et de l'énergie intitulé « La transition énergétique : un nouveau

modèle énergétique français » se réduit à une succession de non-sens, pour ne pas dire d'absurdités.

- Absurdité des objectifs fixés qui consistent à mettre en forme la future pénurie sciemment organisée en divisant par deux la consommation d'ici à 2050 (alors que la population augmente), à plafonner la puissance nucléaire à son niveau actuel (63,2 GW), et à préparer l'envolée des prix de l'électricité pour financer les énergies renouvelables. C'est tout simplement irréaliste et on se demande comment l'intelligence des directeurs de cabinet diplômés de grandes écoles nationales (X, Mines, ENA) a pu être autant dévoyée par la servilité due à leur ministre ou président.
- Absurdité économique avec le saccage programmé d'une filière nucléaire française d'excellence dont le remplacement est censé être assuré par des éoliennes et du PV pour 250 milliards d'euros sur 10 ans, sans tenir compte du stockage nécessaire pour gérer des énergies erratiques, voire intermittentes. C'est une impasse technique et c'est financièrement ruineux pour le pays.
- Absurdité politique enfin d'une démarche dont la seule logique, semble-t-il, est de donner des gages aux « Verts », certes agressifs mais minoritaires, pour conserver « une majorité ».

Il est stupéfiant de constater dans ce projet de loi que, si on remplace les mots « vert » et « renouvelable » par « nucléaire » en conservant le reste, ce texte « qui se paie de mots et de rêves » retrouve du sens et devient cohérent ! Valoriser des nouvelles technologies (nucléaires de quatrième génération), conquérir de nouveaux marchés (réacteurs et traitements des combustibles), transport propre (électricité nucléaire), baisser la facture énergétique du pays, améliorer l'efficacité énergétique et la compétitivité des entreprises, deviennent des expressions qui ont du sens dans le cadre d'un développement de la filière nucléaire en France.

Comment peut-on encore prétendre combattre le chômage par la croissance « verte » et en même temps améliorer la compétitivité des entreprises alors que c'est un fiasco en Allemagne, en Espagne et en Italie, pays dit « en avance » sur la France dans l'investissement raté dans les énergies renouvelables. La Grande-Bretagne a fait un choix différent et s'engage

résolument dans le nucléaire en prévoyant de construire 10 réacteurs nucléaires avec l'aide des Français et des... Chinois. Le nucléaire russe et coréen s'exporte bien (Turquie, Jordanie, Arabie-Saoudite). Merci pour eux. Le dogmatisme antinucléaire rend-il aveugle à ce qui se passe autour de nous ?

La politique énergétique de la France doit faire appel au bon sens dans l'intérêt du pays. La priorité doit être de redéfinir la politique européenne de l'énergie afin de valoriser son parc nucléaire, de le développer et de prolonger sa durée de vie au moins jusqu'à 60 ans si possible. C'est déjà le cas aux États-Unis pour les mêmes réacteurs. Les Américains commencent même déjà à envisager les 80 ans.

La sécurité énergétique financièrement soutenable du continent européen passe par un arrêt du gaspillage des subventions inutiles dans les énergies renouvelables et par un essor du nucléaire.

NOTES :

1. La vente de la production d'électricité d'un réacteur nucléaire de 1000 MW rapporte un million d'euros par jour. La production de 420 TWh /an d'électricité nucléaire évite l'importation de 20 à 30 milliards d'euros de gaz par an. ↵
2. Professeur Gabriel Calzada Alvarez, de l'Université Roi Juan Carlos de Madrid : « Étude des effets sur l'emploi des aides publics aux sources énergétiques renouvelables / 2009 ». ↵
3. IFO : « *Institut für Wirtschaftsforschung* » de [Munich](#) est l'institut de recherche économique responsable de l'indicateur du climat des affaires. Il est établi sur la base d'une série de questions posées à environ 7000 chefs d'entreprises allemandes et publié chaque mois pour chaque branche. ↵
4. Journal *Die Welt*, 26 mai 2014. ↵
5. CSPE : Contribution au Service Public de l'Électricité incluse dans la facture d'électricité et en augmentation rapide. ↵

[Le côté obscur de la reprise économique miraculeuse de l'Islande](#)

par Audrey Duperron · 21 juil. 2014 [Express.be](#)

Il y a 6 ans, le cas de l'Islande illustre à merveille la frénésie de crédit qui s'était emparée de la plupart des pays occidentaux. Lorsque l'économie du pays s'est complètement effondrée, au moment de la crise financière de 2008, et que les trois plus grandes banques du pays ont fait faillite, on a découvert qu'elles s'étaient endettées de 85 milliards de dollars, soit près de 10 fois la valeur du PIB islandais.

Aujourd'hui experts prennent à nouveau cette île qui n'est peuplée que de 320.000 habitants comme un modèle, mais cette fois-ci pour démontrer à quel point le nécessaire désendettement auquel les pays occidentaux doivent s'atteler pour assainir leurs économies est une tâche difficile.

Les taux de croissance sont repartis à la hausse et ils dépassent maintenant 3%, notamment grâce aux secteurs du tourisme, de l'énergie et de l'informatique, qui ont créé des emplois qui ont permis de compenser ceux qui avaient été perdus dans le secteur bancaire. La croissance est telle que la banque centrale s'inquiète même d'une potentielle surchauffe.

Malheureusement, et même si elle est une bonne chose, cette croissance n'a pas supprimé la cause de la crise financière islandaise : l'endettement du pays, indique Gillian Tett, du Financial Times. Selon le FMI, la dette souveraine de l'Islande se monte à «seulement» 84% du PIB, mais si l'on rajoute les dettes des banques, le ratio grimpe à environ 221%, et la chance que l'intégralité de cette dette soit remboursée un jour est minime.

Le gouvernement a géré ce problème en instituant des contrôles de capitaux, qui ont empêché les investisseurs d'échanger leurs couronnes contre d'autres devises, et d'utiliser leur argent ailleurs, ce qui a évité une fuite de capitaux, et protégé le système financier alors qu'il se remettait de la crise financière. La croissance économique n'a été possible que parce que le pays n'a pas manqué de sources de financement grâce à cette mesure, qui ont également atténué la pression sur la nécessité de son désendettement, et lui ont évité de procéder à des défauts de paiement. « Les contrôles de capitaux sont notre version de l'assouplissement quantitatif », commente un homme politique islandais.

Mais une grande question demeure, en Islande, et ailleurs en Occident : pendant combien de temps les décideurs pourront-ils différer le remboursement de la dette ? Sur ces dernières semaines, le gouvernement islandais a manifesté son intention de lever les contrôles de capitaux pour attirer plus de capitaux et «normaliser» le système financier. Mais le risque est grand que leur abandon déclenche une fuite des capitaux et provoque une nouvelle crise de la dette.

Le gouvernement a annoncé qu'il avait désigné des conseillers pour entamer des négociations avec les créanciers. Mais un groupe qui représente 70% de la dette souveraine réclame que l'on apure leur dette en vendant des

participations des nouvelles banques créées à la suite du dépôt de bilan de leurs prédécesseurs à des investisseurs. Mais il est très improbable que le gouvernement de ce pays très nationaliste cède à leurs exigences, et l'on pourrait assister à la naissance d'un contentieux comparable à celui qui oppose l'Argentine à des hedge funds que ce pays qualifie de "fonds vautours", spéculent Tett. Le pays pourrait aussi décider de maintenir les contrôles de capitaux.

Mais l'Islande nous rappelle deux points importants, écrit la journaliste:

- D'abord que les « mesures d'urgence » qui ont un impact sur la sphère financière tendent à devenir addictives ;
- Deuxièmement, qu'il est difficile d'y renoncer lorsque l'endettement est important.

UN DEAL EST UN DEAL !

Par Paul Jorion
Publié le 21 juillet 2014

Vladimir Poutine vient de commencer à remplir sa part du contrat en déclarant ce matin que « la Russie fera tout ce qui est en son pouvoir pour que le conflit passe d'une phase militaire à une phase de négociations pacifiques par des voies exclusivement diplomatiques ». L'échange de bons procédés négocié par la Chancelière allemande connaît un début d'application : la Russie ne sera pas mise en cause à propos du tir du missile ayant abattu l'avion de Malaysia airlines et va en contrepartie s'engager dans des négociations politiques à propos de l'Ukraine. Angela Merkel a pris le risque que ces négociations tournent court ultérieurement sous un prétexte quelconque, sauf à révéler ultérieurement ce qui est a priori destiné à rester un mystère non élucidé. Attendons de voir comment les autorités américaines vont réagir et ce que les ministres des affaires étrangères européens réunis ce soir diront, et enregistrons que David Cameron, le « cousin » britannique, a demandé une enquête complète sur ce qui s'est passé dans un article écrit pour le Sunday Times, impliquant la Russie et lui demandant non seulement d'encourager un cessez-le-feu en Ukraine mais de rendre disponible toutes les informations dont elle dispose à propos du crash...

Le président russe s'est placé sur le terrain qui lui a été avancé en jugeant « indispensable que tout soit fait pour garantir la sécurité du travail des

experts internationaux sur les lieux de la tragédie » : les morts ne parlant pas (et ne sachant rien), il va pouvoir être laissé libre cours à l'émotion et oublier un malencontreux tir de missile qui, selon lui, n'aurait pas eu lieu « si les combats n'avaient pas repris le 28 juin » (à l'initiative du gouvernement ukrainien).

Si la morale ne sort pas grandie de cette affaire, l'honneur des autorités russes est sauf et c'est là l'essentiel pour Vladimir Poutine. Car il s'appuie dans l'opinion sur un chauvinisme qu'il exalte en chaque occasion et qu'un Staline qui finira pas être réhabilité savait flatter lorsque nécessaire. A cet égard, une sinistre exposition célébrant Iouri Andropov à l'occasion du 100ème anniversaire de sa naissance est organisé depuis fin juin à Moscou. Cet ancien numéro 1 soviétique précédemment dirigeant du KGB et encore avant ambassadeur à Budapest en 1956, a comme titre de gloire d'avoir particulièrement persécuté les dissidents quand il ne les a pas envoyé à la mort. Il est qualifié d'« un homme de talent » par le président russe actuel qui ne renie rien de ses origines.

Remerciements à Paul Jorion de www.pauljorion.com

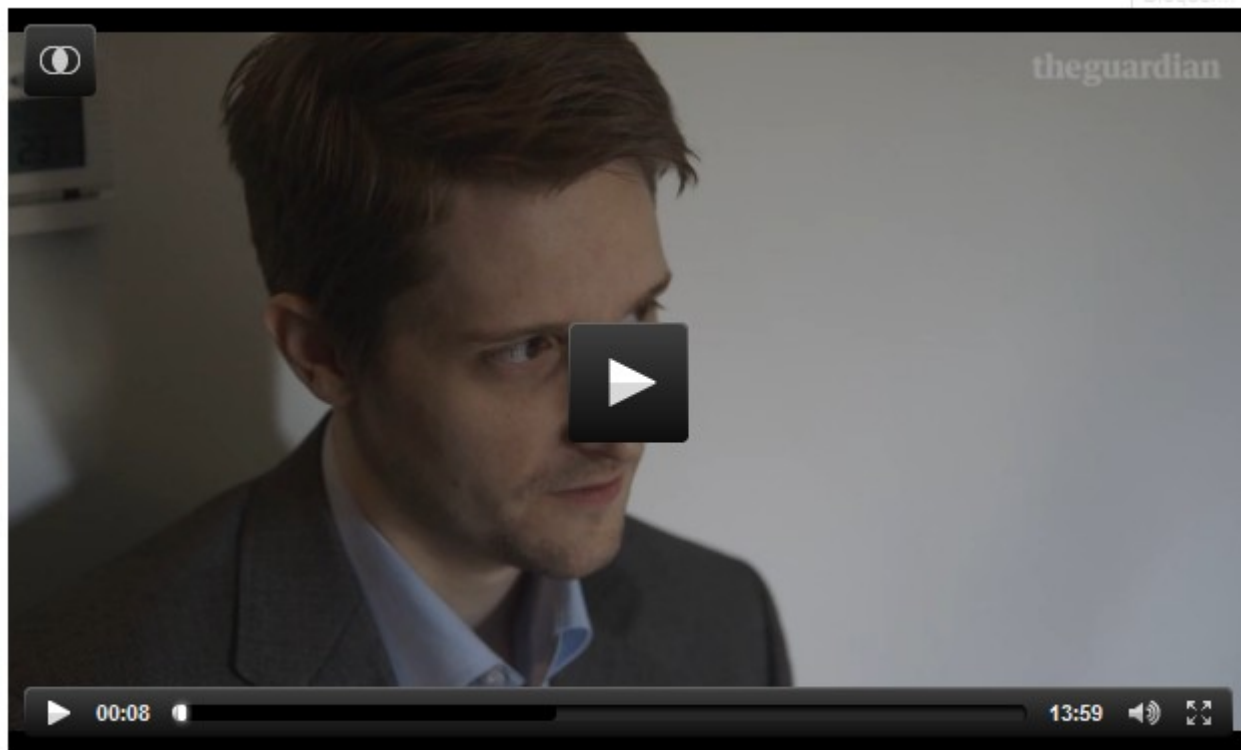
Edward Snowden s'élève au-dessus de ses ennemis

**Par John Rubino - *Dollar Collapse*
Publié le 23 juillet 2014**

Le Guardian vient d'interviewer Edward Snowden, l'ancien contractuel de la NSA qui a dénoncé ce qui est peut-être le programme d'espionnage le plus étendu de l'Histoire de l'humanité, et qui est désormais un homme sans nation, en grand danger d'être assassiné si Washington parvenait à lui mettre la main dessus.

L'interview ne dure que 14 minutes, mais nous n'avons pas besoin de plus pour nous rendre compte que Snowden est infiniment plus intelligent et intéressant que les politiciens et bureaucrates qui cherchent à le pendre. Regardez-la ici :

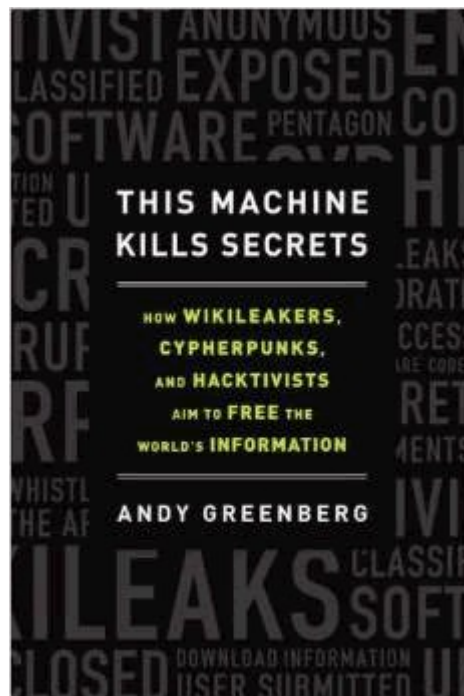
Edward Snowden: 'If I end up in chains in Guantánamo I can live with that' - video interview



Edward Snowden, the NSA whistleblower, talks exclusively to Alan Rusbridger, editor-in-chief of the Guardian, and reporter Ewen MacAskill in Moscow. The 31-year-old former intelligence analyst discusses whether he is a Russian spy, his likely fate if he returns to the US and the relevance of George Orwell's Nineteen Eighty-Four in the age of Google

<http://www.theguardian.com/world/video/2014/jul/17/edward-snowden-video-interview>

Pour comprendre ce qu'a fait Snowden et pourquoi sa décision est importante, je vous conseille de lire [This Machine Kills Secrets](#), par Andy Greenberg. Il commence par se pencher sur l'affaire Daniel Ellsberg, qui a publié des documents confidentiels du Pentagone dans les années 1970, puis s'intéresse aux progrès technologiques qui ont rendu possible pour les gouvernements d'envahir la vie privée de leurs citoyens tout en rendant la tâche plus facile aux dénonciateurs potentiels.



Greenberg se penche sur les grands noms de la dénonciation moderne comme Bradley Manning et Julian Assange, mais s'arrête hélas avant l'émergence de Snowden. Je vous conseille de lire ce livre puis de vous intéresser aux articles de [Glenn Greenwald](#), journaliste pour le Guardian, pour comprendre ce qui est en jeu et pourquoi la technologie offre aux forces de la liberté ne serait-ce qu'une chance de se battre.